



Paris, janvier 2010

“MES LIVRES SONT

ENTRETIEN **ERIC HAZAN**

Vent de polémique. Par articles interposés parus fin décembre dans *Libération*, l'éditeur Eric Hazan et le journaliste Laurent Joffrin ont posé, dans un échange aussi poli qu'incisif, les jalons du drame qui agite la gauche française : la division consommée entre son versant mou, tendance social-démocrate, et ses penchants plus radicaux, voire subversifs. Contre "le maintien de l'ordre établi" auquel Joffrin et ses amis d'une gauche "moribonde" travailleraient, Eric Hazan invite carrément à "l'insurrection".

D'ailleurs, elle arrive déjà, pour reprendre le titre de l'ouvrage *L'insurrection qui vient* que Hazan a édité en 2007. Écrit par un mystérieux Comité invisible, l'essai a profité d'une caisse de résonance imprévue avec l'affaire Tarnac. En mettant le livre au cœur de l'enquête, en prêtant à Julien Coupat la responsabilité partielle de son écriture, le pouvoir a lui-même pris au sérieux cette nouvelle littérature insurrectionnelle. De sorte qu'à la querelle entre Joffrin et Hazan, vieille comme la gauche elle-même, ce brûlot, vendu à plus de 40 000 exemplaires, a redonné une nouvelle vitalité.

Comment contester le monde aujourd'hui : en s'accommodant de ses fondements ou en les réinventant radicalement ? Douze ans après la création de sa maison d'édition, La Fabrique, dont il protège farouchement l'indépendance, Eric Hazan a créé un espace à part dans l'édition en France : un lieu de résistance avec une économie modeste qui publie une douzaine de livres par an. De Jacques Rancière à Alain Badiou, les auteurs de La Fabrique participent à l'élaboration d'une critique articulée du monde capitaliste contemporain et à l'invention d'une voie possible pour en sortir. Dans le petit bureau du haut de Belleville à Paris, qui abrite ses livres et les deux personnes qui travaillent avec lui, Eric Hazan nous reçoit chaleureusement. A 74 ans, il a des airs de combattant, l'œil vif, le tutoiement direct, affirmant calmement que la guerre civile est en cours. Rencontre avec un éditeur insurgé.

ENTRETIEN > La querelle qui t'a opposé au directeur de la rédaction de *Libération* est-elle le symptôme d'une césure irrémédiable entre deux gauches ?

Eric Hazan – Plusieurs journalistes de *Libération* – Karl Laske, Pierre Marcelle, Edouard Launet – ne sont pas du tout sur la position de Laurent Joffrin, qui représente selon moi une gauche moribonde, tellement peu différente de la droite qu'elle a au fond peu de raisons d'exister.

Tu vas jusqu'à reprocher à Jospin...

Jospin ? Non, Joffrin ! Le lapsus est joli...

Pardon. Tu reproches à Joffrin de participer à l'ordre établi : l'attaque est forte.

Les valeurs dont il se réclame sont les mêmes que celles de la droite pour le maintien de l'ordre. Les libertés publiques, les droits de l'homme, la République, l'Etat de droit sont des oripeaux ; tout cela n'existe pas. Dans ce pays, le droit est constamment foulé aux pieds au nom de l'Etat de droit ; au nom de la République, on va faire voter une loi pour interdire le port du voile intégral. C'est absurde et scandaleux.

Pourquoi ?

Jacques Rancière a écrit un beau papier dans *Libé* sur les victimes : il explique que l'un des projets de loi prévoit d'infliger une amende aux femmes voilées tout en reconnaissant leur statut de victimes. Ce sont des victimes, punissons-les, c'est la logique de la loi. Une honte.

Assumes-tu dans son entier

le texte du Comité invisible, *L'insurrection qui vient* ?

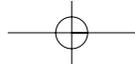
Complètement. J'ai même travaillé avec les auteurs. Comme ils l'ont écrit, je ne crois pas que l'on puisse amender le système avec des bouts de ficelle et des rustines. Je ne crois pas au postulat général selon lequel il n'y a pas de salut en dehors du capitalisme et qu'il suffit de le moraliser, de l'aménager. C'est impossible : tant que le capitalisme et l'économie de marché existeront, l'injustice et les inégalités croîtront. On essaie aujourd'hui de nous persuader que ce système a toujours existé et qu'il n'y a pas d'issue possible, à part le goulag. Mais le système capitaliste n'existe que depuis deux cents ans. On croit qu'il n'y a pas d'alternative théorique mais on parle de plus en plus du communisme ; j'ai été, je crois, l'un des premiers à essayer de redonner un sens à ce mot dans un livre publié en 2005 aux Prairies ordinaires, *Faire mouvement*. J'ai dit : je suis communiste, le communisme est la seule raison de s'intéresser à la politique. A l'époque, Mathieu Potte-Bonneville qui m'interrogeait en est resté interloqué. ■■■/

Editeur insurgé, Eric Hazan dégage une douzaine de livres par an comme autant de boulets rouges contre le monde capitaliste.

***L'insurrection qui vient*, attribué à Julien Coupat et au Comité invisible, reste son plus beau coup.**

**Par Jean-Max Colard, Jean-Marie Durand et Nelly Kapriélian
Photo Christophe Bourguedieu**

DES ARMES"



//// J'ai envoyé le livre à Alain Badiou, que je ne connaissais pas, en le dédicçant "A Alain Badiou, communiste". Il m'a dit un jour que ça l'avait fait réfléchir. Cela a peut-être participé à sa propre réflexion sur l'hypothèse communiste.

Sur quoi repose la résurrection de l'idée communiste ?

Les gens sentent qu'il n'y a plus à choisir entre la droite et la gauche mais sur la façon de sortir du capitalisme. C'est la question clé. Si cela reste dans le domaine de l'idée, on va tourner en rond. Pour moi, réfléchir au communisme, ce n'est pas aller vers une organisation politique mais vers des réflexions pratiques.

Lesquelles ?

Comment abolir le salariat ? Par quoi le remplacer ? L'histoire de l'Union soviétique a montré que l'appropriation collective des moyens de production n'était pas le vrai communisme ; cela a débouché sur un désastre car on a gardé le salariat. Autre problème clé : comment sortir le travail de sa position centrale dans la vie sociale ? Comment faire pour que le travail ne soit plus un élément clé autour duquel tout s'organise ? Si on reste dans une problématique marxienne, si le travail reste central, alors on se situe sur le terrain de l'adversaire et on est forcément perdant.

La fin du travail ne reste-t-elle pas une idée purement théorique ?

Je ne prône pas forcément la fin du travail mais celle du travail salarié. On ne devrait plus considérer le travail comme la base de l'organisation sociale. Mais bien entendu, il faudra continuer à travailler.

T'intéresses-tu à l'écologie politique, qui réfléchit à la place du travail dans l'organisation sociale ?

Je ne sais pas ce que c'est. L'écologie me dérange. J'ai une réticence à la fois avec la notion et avec le mot. On va publier bientôt un nouveau livre de Badiou, *L'Écologie, nouvelle opium du peuple*. L'écologie est une nouvelle manière pour le pouvoir de faire passer tout ce qu'il veut.

N'est-ce pas pourtant l'une des seules idées fortes qui ait émergé dans la vie politique ces dix dernières années ?

Cela a peut-être amené des gens à réfléchir à la politique mais ce n'est pas une issue : la meilleure preuve, c'est ce qu'elle est métabolisée par le système. L'industrie écologique est la seule branche de l'industrie avec une croissance à deux chiffres. Le capitalisme est en train de digérer l'écologie. On

voit bien le rôle politique d'Europe Ecologie, c'est une espèce de sous-PS censé récupérer les gens que le PS dégoûte un peu, comme Joffrin. Pour moi, l'écologie est de l'autre côté de la ligne de front de la guerre civile.

La guerre civile existe donc ?

Oui, elle existe. J'ai écrit en 2004 *Chronique de la guerre civile*. Puis *Changement de propriétaire, la guerre civile continue* au moment de l'élection de Pompidou...

Pas Pompidou, Sarkozy ! A ton tour de faire un lapsus intéressant...

Oui, Sarkozy ! Un partout. La guerre civile continue, elle se durcit même.

Comment as-tu travaillé avec le Comité invisible ?

J'en connaissais certains, ce sont des amis. Mais j'ignore combien ils étaient dans leur groupe.

Quel âge ont-ils ?

Autour de 30 ans.

Comment protèges-tu leur anonymat ? Ont-ils un contrat ?

Il n'y a ni contrat ni droits d'auteur, ils n'en ont pas voulu. Ils ont revendiqué l'anonymat pour une raison éthique ; pas pour se protéger mais pour ne pas prendre la posture de l'auteur.

As-tu été surpris par le succès du livre, sorti sans promotion ?

Le livre marchait très bien avant même le déclenchement de l'affaire Tarnac. On en avait vendu 8 000, c'est beaucoup pour un livre de La Fabrique. Mais la promotion faite par la ministre Alliot-Marie ou le procureur Marin a fait décoller les ventes : on a dépassé les 40 000 exemplaires.

Le texte parle de la guerre civile, de la création de "communes", du détournement de primes accouchement comme acte révolutionnaire. N'est-ce pas un peu court comme propositions ?

Il y a deux parties dans le texte : un état des lieux et une liste d'actions pour sortir de cet état. Cette seconde partie est plus complexe, c'est vrai. Plus qu'un nouveau mode d'organisation et d'action politique, il faut inventer un nouveau mode de vie.

C'est donc une utopie absolue ?

Le mot "utopie" ne me gêne pas quand on voit où le réalisme nous mène. Camille Desmoulins disait en 1793 : en 1789, nous n'étions pas dix républicains. La république était encore du domaine de l'utopie.

COMMENT FAIRE POUR QUE LE TRAVAIL NE SOIT PLUS UN ÉLÉMENT CLÉ AUTOUR DUQUEL TOUT S'ORGANISE ?"



Manifestation de soutien aux inculpés de Tarnac, accusés de sabotage sur des lignes TGV. Paris, février 2009

Entre le capitalisme sauvage et le goulag, la social-démocratie a quand même proposé une autre voie depuis cinquante ans ?

La social-démocratie propose mais elle ne fait pas. Selon moi, la trahison des promesses est consubstantielle à la social-démocratie. Promettre et ne pas tenir, c'est dans leur nature.

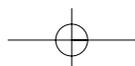
La gauche dominante et la droite, ce serait bonnet blanc, blanc bonnet ?

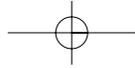
De l'autre côté de la ligne de front – Jospin,

Joffrin, Sarkozy –, ils sont d'accord sur l'essentiel : la sauvegarde du capitalisme et du marché. Ils se disputent comme Guignol et le commissaire au théâtre

de marionnettes. Si les socialistes étaient au pouvoir aujourd'hui, ils continueraient à virer des sans-papiers mais de façon moins ostentatoire, avec un peu moins de méchanceté. Souvenons-nous : les premiers charters, c'était sous Edith Cresson et la politique sécuritaire de Chevènement n'était pas très différente de celle d'aujourd'hui. Ce sont différentes façons de maquiller une même réalité.

//// L'ÉCOLOGIE EST UNE NOUVELLE MANIÈRE POUR LE POUVOIR DE FAIRE PASSER TOUT CE QU'IL VEUT."





Khanh Renaud/Visual Press Agency

ENTRETIEN ERIC HAZAN

ennemi intérieur crédible. Le pouvoir a terriblement peur d'une explosion des banlieues, il met tout en place afin de pouvoir contrôler un éventuel soulèvement dans les heures qui suivent.

Les livres que tu écris et ceux que tu édites vont dans le même sens. Vois-tu ton travail d'éditeur comme un travail d'auteur, de penseur ?

Nous sélectionnons de plus en plus les livres que nous publions. Je dis "nous" car les décisions sont réellement collectives, prises par ceux qui éditent les livres, moi-même, Stella Magliani-Belkacem et Stéphane Passadeos qui travaillent avec moi, et le comité éditorial composé de huit personnes. La plupart de ces livres sont des armes. C'est cela qui les rassemble. Quand j'ai commencé il y a onze ans, c'était moins le cas, je n'y connaissais rien. Mais depuis quatre ou cinq ans, la cohérence, c'est l'offensive. Les derniers titres publiés, que ce soit le livre de Gideon Levy sur Gaza, *Moments politiques* de Jacques Rancière, *L'insurrection qui vient* ou le prochain livre d'André Schiffrin, *L'Argent et les Mots*, sont des livres d'attaque.

Comment es-tu passé de

l'édition d'art à celle d'essais ?

J'étais plongé dans l'édition d'art parce que j'avais repris la maison paternelle, les éditions Hazan, mais cela me frustrait un peu, entre les livres sur Massaccio et Chardin. Au fond, j'ai été soulagé d'avoir été viré lorsque la maison a été rachetée par Hachette...

Cela a engendré chez toi une réflexion sur l'économie du livre ?

Oui. Si on veut rester indépendant – et l'indépendance est vraiment nécessaire pour le genre de livres que nous publions –, il ne faut avoir aucune dette. Aux éditions Hazan, on était chaque année davantage endettés. Les banquiers sont gentils jusqu'au moment où ils sortent la calculette et vous étranglent. Mon père disait : *"Les banquiers vous prêtent un parapluie mais vous le reprennent dès qu'il pleut."* A La Fabrique, nous avons une politique de non-croissance. On est trois dans 40 mètres carrés mais on ne doit de l'argent à personne. La croissance, c'est un vertige. On est très sollicités en ce moment, on pourrait publier plus puis déménager, mais ce serait le début de la spirale infer-

nale. On préfère s'en tenir à environ treize titres par an.

Ton modèle d'édition indépendante, ce serait les Editions de Minuit ?

Tout à fait, Jérôme Lindon a un parcours d'éditeur sans faute. Seize livres par an. Quand il a eu le Goncourt avec *L'Amant* de Duras, il a gagné beaucoup d'argent. D'autres auraient déménagé de la rue Bernard-Palissy et auraient augmenté leur débit, lui il a acheté une librairie. Je le connaissais et je l'aimais beaucoup, c'était un personnage magnifique.

Comment vois-tu l'édition aujourd'hui ?

Le fossé s'élargit de plus en plus entre les petites maisons indépendantes, au chiffre d'affaires quasiment négligeable, et les grandes maisons industrielles, Gallimard, Seuil, Albin Michel, Hachette, qui ont des actionnaires, des banquiers et un souci de rentabilité. Le premier problème des petites maisons, c'est de pouvoir continuer. Les maisons qui publient le même genre de livres que nous – Prairies ordinaires, Agone, Amsterdam, L'Echappée – s'en sortent plutôt bien.

Tu as d'autres projets avec le Comité invisible ?

On en parle. L'idée serait de répondre à tout ce qui s'est passé. Mais ils ont leur caractère et un fonctionnement collectif : ils font vraiment ce qu'ils veulent...

Comment va Julien Coupat ?

Cette affaire l'a renforcé dans ses positions. En prison, il était en béton. Le pire, ça a été le contrôle judiciaire : on ne peut pas se parler, se rencontrer, on doit

**L'AFFAIRE TARNAC ?
UNE TENTATIVE
D'INTIMIDATION POUR
MONTRER AUX SUBVERSIFS
BLANCS QU'ILS NE SONT
PAS À L'ABRI D'UNE
RÉPRESSION ARBITRAIRE."**

rester dans un lieu où on ne vit pas forcément, sans moyen de subsistance... Récemment, les dix inculpés ont déclaré publiquement qu'ils ne se plieraient plus à ce contrôle : le système judiciaire-policier a reculé et la cour d'appel de la chambre d'accusation l'a allégé, au point qu'il n'en reste plus grand-chose.

Avec du recul, quel sens donnes-tu à cette affaire ?

L'Etat a fait un coup d'essai pour tester s'il était possible d'appliquer la législation anti-terroriste à des Blancs. Jusque-là, elle n'était appliquée qu'à des barbus qui prêchaient dans des caves et dont tout le monde se fout. Ça a été une tentative d'intimidation pour montrer aux subversifs blancs qu'ils n'étaient pas non plus à l'abri d'une répression arbitraire. ■

/// www.lafabrique.fr

L'affaire Tarnac aurait-elle été possible il y a dix ans ?

Non. Ce sont les lois Perben (*"loi du 9 mars 2004 portant sur l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité"* – ndlr) qui ont marqué un tournant, et les lois anti-terroristes qui les ont suivies. On n'aurait jamais inculpé d'*"association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste"* un individu accusé d'avoir saboté un caténaire : il aurait été poursuivi pour dégradation de bien public.

Que penses-tu de la nouvelle catégorie d'ennemi intérieur ?

L'ennemi intérieur traditionnel – l'islamiste terroriste – est introuvable chez nous. Pour légitimer l'arsenal policier et législatif mis en place depuis que Sarkozy a accédé au ministère de l'Intérieur, l'Etat a construit cet ennemi intérieur. Au printemps 2008, j'ai écrit dans *Politis* un papier intitulé *"Les habits neufs de l'ennemi intérieur"* : des jeunes venaient de se faire arrêter avec un fumigène dans leur coffre. Quant aux écoutes des gens de Tarnac, elles étaient très antérieures à l'affaire du caténaire. On a cherché à fabriquer de toutes pièces un

